

TABLE RONDE

Les « femmes actrices du changement », organisée par la Fondation Diane

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, la Fondation Diane a organisé une table ronde intitulée « 8/8 Femme actrices du changement : union en temps de crise », au campus de l'Innovation et du Sport de l'Université Saint-Joseph. L'événement a réuni un panel de huit hommes et femmes, des représentants d'institutions, associations et organisations, et des militants pour un rôle vital et essentiel des femmes dans la société.

Diana Fadel, fondatrice et présidente de Fondation Diane, a prononcé un discours inaugural dans lequel elle a relevé que « le statut des femmes dans notre pays est misérable et leurs droits sont violés ». Insistant sur l'importance de la solidarité féminine, elle a pointé du doigt le rôle prépondérant de la femme dans la réanimation des différents secteurs du pays, à commencer par l'arrivée au Parlement d'un nombre d'entre elles capables de défendre leurs droits énergiquement.

Pour sa part, Ali Khalifé, chercheur et professeur d'éducation civile à l'Université libanaise, a parlé chiffres, mentionnant « le rapport d'écart mondial entre les sexes en 2018, qui a classé le Liban parmi les pays arabes les plus faibles en matière d'autonomisation des femmes, sachant que les Libanaises ont reçu leur droit de participation et de vote depuis 1952, bien avant de nombreux pays arabes ». Il estime que les Libanaises doivent être encouragées à participer aux élections et d'avoir une présence prépondérante sur la scène politique.

May el-Khalil, présidente de Beirut Marathon Association, a souligné l'importance du rôle des femmes dans le secteur sportif. Elle a évoqué la course annuelle des femmes qui « vise à renforcer leur autonomisation, soutenir leur bien-être psychologique et physique et contribue à leur réalisation de soi ».

« Les femmes d'affaires sont des agents du changement, dans plusieurs secteurs économiques à l'instar de leurs pairs hommes d'affaires », a affirmé Madiha Raslan, présidente de l'Association des femmes dirigeantes



L'événement organisé par la Fondation Diane à l'USJ. Photo DR

(WLA). Elle a évoqué les efforts de son association pour promouvoir l'investissement et le commerce féminins dans le monde arabe. « C'est le moment propice pour que les femmes s'investissent, deviennent actives dans l'économie locale et fassent croître le produit intérieur brut après cette crise économique sévère », a-t-elle conclu.

Pour Michel Hélou, candidat du Bloc national à Baabda et ancien directeur de *L'Orient-Le Jour*, « la lutte pour les droits de la femme nous concerne tous et toutes ». Il se dit convaincu que « le grand écart entre le progrès de la société libanaise et les lois injustes courantes » limite le progrès dans la cause féminine. Il poursuit : « En se basant sur mon expérience en journalisme, les sujets traitant les droits des femmes attirent un grand nombre de lecteurs ce qui signifie que la société libanaise est prête pour le changement. »

C'est le monopole patriarcal dans la vie politique que dénonce Tracy Chamoun, ancienne ambassadrice du Liban en Jordanie. Elle rappelle que les leaders politiques, si souvent en conflit entre eux, se sont unis pour voter contre le quota féminin aux élections. Pour Mme Chamoun, les femmes « doivent être encouragées à

participer aux élections afin de majorer le nombre de femmes dans le secteur politique, qui en ce moment les empêche d'accéder aux prises de décision ».

Sarah el-Yafi, conseillère en politiques publiques et activiste, a souligné le fait que les hommes ont accès à toutes les positions du pouvoir, aux offres d'emploi et à la création de l'histoire. Pour elle, les sociétés n'adoptant pas l'égalité sont plus violentes, plus démunies et moins stables que les autres, et cela sur les plans économique et culturel... et que pire, elles sont condamnées à la disparition avec le temps !

Dans son intervention, Joëlle Abou Farhat, présidente de Fiftyfifty, fait mention du fait que « le Liban est passé de la 183e place mondiale à la 187e dans le classement de la représentation parlementaire féminine, et qu'il est 15e sur 17 pays arabes, étant le seul qui ne prend aucune mesure sérieuse pour soutenir les femmes ». Elle pousse les femmes à participer en grand nombre aux prochaines élections parlementaires afin de moderniser les lois injustes qui les ciblent, et insiste sur la responsabilité des partis à les intégrer dans des listes respectant la parité.